

Pouvoir d'emprunt

gouvernement cette année un pouvoir d'emprunt additionnel de 10.7 milliards. Or, le projet de loi C-151 prévoit un nouveau pouvoir d'emprunt de 14.7 milliards, soit 4 milliards de plus que nécessaire. De ce montant, 2 milliards n'auront pas à être utilisés cette année et pourront être reportés à plus tard. Le gouvernement se ménage donc une marge de 2 milliards pour cette année et une autre de 2 milliards qu'il pourra utiliser n'importe quand plus tard. Il n'est pas nécessaire d'employer, l'année prochaine, le montant reporté en vertu du projet de loi à l'étude et il pourrait donc être reporté indéfiniment. Le gouvernement dispose déjà d'un pouvoir d'emprunt de 16 milliards pour cette année, soit plus qu'il n'en faut pour tenir jusqu'à l'été. Les antécédents du gouvernement fédéral actuel prouvent clairement qu'il a mal administré les finances du pays et doit emprunter encore pour joindre les deux bouts.

C'est en examinant les dépenses et le déficit du gouvernement fédéral qu'on découvrira à quel point il a mal géré l'économie du pays. Les dépenses gouvernementales ont augmenté à un rythme sans précédent au cours des 15 dernières années. D'après les Comptes nationaux, les dépenses sont passées de 12.6 milliards en 1968-1969 à un montant évalué à 100.2 milliards en 1983-1984, soit une hausse de 693 p. 100. Les dépenses sont passées de 12.3 milliards en 1968-1969 à 89.8 milliards, soit une hausse de 554 p. 100. Par rapport à l'année fiscale 1979-1980, les dépenses ont augmenté de 78 p. 100 d'après les Comptes publics ou de 84 p. 100 d'après les Comptes nationaux. D'après cette dernière source, le gouvernement prévoit dépenser en 1983-1984 20 milliards de plus que le gouvernement progressiste conservateur n'avait prévu dépenser, et il empruntera 22 milliards de plus que le gouvernement progressiste conservateur n'avait prévu emprunter.

● (1240)

Chaque fois qu'il dépense \$3, le gouvernement doit emprunter \$1. On ne peut pas financer un déficit en se contentant de faire marcher la planche à billets ou d'emprunter. En 1982, les emprunts du gouvernement fédéral équivalaient à 51 p. 100 de la valeur nette de l'ensemble des nouveaux titres émis et écoulés au Canada. Des emprunts aussi importants exercent nécessairement une influence sur l'offre et la demande d'argent et par conséquent sur les taux d'intérêt que le secteur privé doit payer. D'après le budget, le déficit dépassera 25 milliards de dollars par an pendant quatre ans.

A la fin de l'année financière 1981-1982, la dette brute s'élevait à 134 milliards de dollars. La dette brute atteignait probablement de 160 à 165 milliards de dollars le 31 mars 1983, alors qu'elle n'était que de 31 milliards lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir. La dette nette était de 120.1 milliards le 31 mars 1983 alors qu'elle était de 16.2 milliards en mars 1968. La dette nette a pratiquement doublé depuis que le gouvernement a repris le pouvoir, puisqu'elle n'était que de 68.6 milliards le 31 mars 1980. Cette année, un dollar sur trois des recettes publiques et un dollar sur cinq des dépenses serviront à payer les intérêts sur la dette.

Le paiement des intérêts représente un fardeau de plus en plus lourd. Les intérêts sur la dette ont coûté, estime-t-on, 17.6 milliards de dollars, soit l'équivalent de \$700 pour chaque homme, femme et enfant ou de \$1,700 par contribuable. En 1983-1984, les intérêts sur la dette seront équivalents à 4.6 p. 100 du produit national brut du Canada. Ils étaient équivalents à 2.0 p. 100 du PNB quand M. Trudeau a pris le pouvoir.

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre. Je dois demander au député de parler de ses collègues en donnant leur titre ou le nom de leur circonscription et d'éviter de les nommer.

M. Gass: Je vous prie de m'excuser, monsieur le Président. La troisième conséquence onéreuse, c'est que le secteur privé a des difficultés à obtenir des emprunts à des fins productives et que les taux d'intérêt montent. Pendant l'année civile 1982, les emprunts du gouvernement fédéral équivalaient à 51 p. 100 de la valeur nette de l'ensemble des nouveaux titres émis et écoulés au Canada. Si le gouvernement fédéral empruntait moins d'argent, la demande serait moins forte et les taux d'intérêts seraient plus bas. Pendant les élections de 1980, le taux d'escompte de la Banque du Canada était de 14 p. 100, le taux moyen des prêts hypothécaires était de 13.5 p. 100 et le taux préférentiel des banques à charte, de 15 p. 100. En août 1981, le taux d'escompte a atteint le chiffre record de 21.24 p. 100, le taux préférentiel des banques à charte était de 22.75 p. 100 et certains prêteurs demandaient plus de 22 p. 100 d'intérêts sur les premières hypothèques.

Les taux d'intérêts ont baissé considérablement depuis quelques mois, mais pour d'autres raisons que l'assainissement de la gestion de l'économie. Premièrement, la récession a provoqué une pénurie de demande de nouveaux prêts et une forte augmentation du montant des dépôts. Le taux d'épargne a atteint des sommets. Les citoyens craignent pour l'avenir et ils hésitent à faire des dépenses; ils ont raison, compte tenu des agissements du gouvernement. Le jeu de l'offre et de la demande est par conséquent en partie responsable de la diminution des taux d'intérêt. La reprise économique mettra un terme à la tendance à la baisse due à ce facteur.

Deuxièmement, les taux d'intérêts ont chuté aux États-Unis. S'ils augmentent, les taux d'intérêts augmenteront de nouveau au Canada.

Troisièmement, du fait que la récession économique actuelle nous a touchés plus durement que nos partenaires commerciaux, notre demande de biens importés a beaucoup diminué alors que nos exportations sont demeurées relativement stables, ce qui a atténué les pressions exercées sur notre devise qui a été soutenue par les taux d'intérêts élevés. La reprise économique mettra un terme à ce phénomène temporaire.

Le gouvernement prétend qu'il faut attribuer la chute des taux d'intérêt à la baisse de l'inflation. En fait, les facteurs que j'ai mentionnés ont eu beaucoup plus d'importance. A vrai dire, si les taux d'inflation ont baissé, c'est en bonne partie à cause de la récession qui ne dénote pas tellement une saine gestion de l'économie. Cette année, les besoins de trésorerie du gouvernement équivalaient à 84 p. 100 des intentions d'épargne des particuliers.

Le quatrième prix à payer concerne la confiance, et c'est peut-être le plus onéreux. Le milieu financier n'a pas confiance en un gouvernement qui continue à vivre tellement au-dessus de ses moyens. Il n'a que faire d'une monnaie qui s'avilit constamment à cause des emprunts excessifs du gouvernement. Par conséquent, le dollar baisse et le coût de la vie augmente au Canada. Les taux d'intérêt demeurent élevés à cause des efforts du gouvernement pour soutenir le dollar. Les immobilisations axées sur la création d'emplois se font ailleurs. Au cours des quatre prochaines années, le gouvernement va devoir